

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE  
D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:  
Hôtel de Ville  
BP 2205

06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
75	56	19

N° de la séance : 06

Objet de la délibération: Direction  
Aménagement Environnement -  
Opération d'aménagement de la ZAE des  
Trois Moulins à Antibes - Contrat de  
prestations Intégrées (CPI) avec la SPL  
Antipolis Avenir en vue de l'élaboration  
du projet d'aménagement de la ZAE des  
Trois Moulins à Antibes

<input checked="" type="checkbox"/> Original <input type="checkbox"/> Expédition certifiée conforme à l'original Pour le Président, Le Directeur Général des Services  Stéphane PINTRE
--

N° Enregistrement : CC.2018.006

Date de la convocation :  
**Le 13/02/2018**

**Certifié exécutoire compte tenu**

de l'affichage  
en date du **27 FEV. 2018**

de la réception s/Préfecture  
en date du **28 FEV. 2018**

Pour le Président,  
Le Directeur Général des Services

  
Stéphane PINTRE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

**Séance du 19 février 2018**

L'an deux mil dix-huit et le 19 février à 17h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Maison des Associations - 288, Chemin de Saint Claude à Antibes en session ordinaire du mois de février, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-les-Pins.

**PRESENTS :**

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Lionnel LUCA, Christophe ETORE, Guilaine DEBRAS, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Jean-Pierre MASCARELLI, Marguerite BLAZY, Roger CRESP, Alain ARZIARI, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD, Richard THIERY, Claude BERENGER, René TRASTOUR, Joseph VALETTE, Thérèse ROUAZE, Robert CREPIN, Christine SYLVESTRE, Michèle MURATORE, Marie-Claude MOITRY, Patrick DULBECCO, Angèle MURATORI, Guy GIRAUD, Marie BENASSAYAG, Elisabeth JANIN, Anne-Marie BOUSQUET, Bernard MONIER, Claudine MAURY, Thérèse DARTOIS, Albert CALAMUSO, Patrick CHAGNEAU, Marina LONVIS, Anne-Marie DUMONT, Afrim KACA, Audouin RAMBAUD, Marc DAUNIS, Simone TORRES-FORET DODELIN, Michel VIANO, Martine BONNEAU, Michel BERTRAND, Abderrazak SALOUH, Françoise THOMEL, Nathalie DEPETRIS, Elisabeth PILLARD, Laurent COLLIN, Patrice COLOMB-PONTOIRE, Déborah MINEI

**PROCURATIONS :**

Joseph LE CHAPELAIN à Jean-Bernard MION, Colette ZALMA à Jean Pierre MAURIN, Eric DUPLAY à Anne-Marie BOUSQUET, Serge AMAR à Simone TORRES-FORET DODELIN, Valérie TIERAN-GNONI à Damien BAGARIA, Khéra BADAoui à Françoise THOMEL

**ABSENTS :**

Henri GANNARD, André-Luc SEITHER, Jacques GENTE, Cléa PUGNAIRE, Nadine GASTAUD, Yves DAHAN, Jean-Pierre DERMIT, Béatrice VIGNOLO, Martine SAVALLI, Barbara LANCE, Anne CHEVALIER, Matthieu GILLI, Lionel TIVOLI

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

**Madame Déborah MINEI**, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.



**Monsieur LEONETTI,**

Par délibération en date du 19 février 2018, le Bureau Communautaire a engagé l'élaboration d'un projet d'opération d'aménagement de la ZAE des Trois Moulins à Antibes, sur la base d'un périmètre d'études figurant en annexe de celle-ci, avec la définition des objectifs poursuivis et des modalités de concertation.

Ce périmètre correspond aux nouveaux espaces de potentiel de développement à restructurer et aménager, spécifiquement dédiées à l'accueil d'activités économiques. Ces nouveaux espaces correspondent à des enjeux particuliers.

Situés en entrée de la Technopole Sophia Antipolis, avec son puissant tissu d'activités économiques tertiaires, ils disposent d'un très fort potentiel de développement et doivent être valorisés au mieux à ce titre. Ils bénéficient notamment d'une situation exceptionnelle, avec visibilité majeure sur l'autoroute A8 et d'un accès direct à celle-ci qui lui confère une attractivité très forte pour les entreprises. Ils s'adosent aussi à une desserte par le projet structurant bus tram relié à l'ensemble du réseau de transport collectif de l'agglomération et au-delà.

Dans ce cadre, les objectifs poursuivis approuvés par cette délibération visent à :

- Poursuivre le renouvellement et le développement des activités économiques de l'agglomération notamment par la constitution d'une véritable vitrine pour la technopole Sophia Antipolis depuis l'autoroute et le nord d'Antibes, composée principalement d'activités économiques tertiaires et de services, adossée au projet structurant de bus tram, avec la restructuration et l'aménagement des espaces correspondants ;
- Restructurer et requalifier l'entrée de la Technopole Sophia Antipolis sur l'autoroute A8 et améliorer l'accessibilité et les points d'accès du site ;
- Mettre en œuvre un projet d'aménagement garantissant de bonnes performances énergétiques et le respect des contraintes environnementales notamment en matière d'impact hydraulique (bassin de la Valmasque et de la Brague).

Des modalités de concertation ont été définies par cette même délibération et doivent être mises en œuvre. Il est précisé que conformément aux dispositions de l'article L103-6 du code de l'urbanisme, à l'issue de la concertation, il conviendra d'en arrêter le bilan. Par ailleurs, dès lors que le projet est soumis évaluation environnementale, il impliquera notamment un processus spécifique et une nouvelle participation du public à ce titre.

Dans ce cadre, il sera aussi nécessaire de bien préciser le montage opérationnel, en définissant les conditions dans lesquelles le projet pourrait être mis en œuvre le cas échéant de manière appropriée et efficace.

Pour mener à bien cette démarche, la CASA a décidé de confier à la SPL Antipolis Avenir les missions d'assistance pour la mise en œuvre de la concertation du public, d'études et d'assistance pour le montage et la mise en œuvre du projet d'aménagement, telles qu'indiquées dans la convention conclue de gré à gré, annexée à la présente délibération.

La CASA est actionnaire de la SPL Antipolis Avenir et exerce sur elle un contrôle analogue à celui qu'elle exerce sur ses propres services, ainsi qu'il résulte des conditions définies par les statuts adoptés par l'Assemblée Générale du 31 mai 2013 actualisés et le règlement intérieur de la SPL.

A ce titre, la conclusion du présent contrat de prestations intégrées n'est pas soumise aux obligations de publicité et de mise en concurrence préalables, conformément à l'article 17 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics. Elle est conclue de gré à gré entre la CASA et la SPL.

Les missions seront précisées par avenant au présent CPI à la suite de la concertation publique.

Il est donc proposé au Conseil communautaire :

- de confier à la SPL ANTIPOLIS AVENIR les missions d'assistance pour la mise en œuvre de la concertation du public, d'études et d'assistance pour le montage et la mise en œuvre du projet d'aménagement, telles qu'indiquées dans la convention conclue de gré à gré, annexée à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Président de la CASA à mettre en œuvre et à signer tout document relatif à cette affaire et à l'exécution de ces missions ;
- de déléguer au Bureau communautaire la mise en œuvre de ce contrat de prestations intégrées et les éventuels avenants à intervenir.

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :**

- de confier à la SPL ANTIPOLIS AVENIR les missions d'assistance pour la mise en œuvre de la concertation du public, d'études et d'assistance pour le montage et la mise en œuvre du projet d'aménagement, telles qu'indiquées dans la convention conclue de gré à gré, annexée à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Président de la CASA à mettre en œuvre et à signer tout document relatif à cette affaire et à l'exécution de ces missions ;
- de déléguer au Bureau communautaire la mise en œuvre de ce contrat de prestations intégrées et les éventuels avenants à intervenir.

AINSI FAIT ET DELIBERE  
A ANTIBES LE 19 février 2018  
Suivent les signatures  
Pour extrait certifié conforme,  
Le Président,

  
Jean LEONETTI



**CONTRAT DE PRESTATIONS INTEGREES EN VUE DE L'ELABORATION DU PROJET  
D'AMENAGEMENT DE LA ZAE DES TROIS MOULINS A ANTIBES**



## TABLE DES MATIERES

<b>PREAMBULE - CONTEXTE DE LA MISSION .....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION.....</b>	<b>8</b>
1. missions confiées a la spl : .....	8
<b>ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DE LA CONVENTION.....</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 3 - ENTREE EN VIGUEUR – DUREE DU CONTRAT – DELAIS D'EXECUTION DES MISSIONS CONFIEES A LA SPL.....</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 4 - CONDITIONS D'EXECUTION DE LA MISSION.....</b>	<b>9</b>
1. Remise des documents par la CASA.....	9
2. Contrôle technique de la Collectivité.....	10
3. Forme des notifications et communications.....	10
<b>ARTICLE 5 – REMUNERATION DE LA SPL.....</b>	<b>10</b>
1. Rémunération de la SPL.....	10
2. Forme du prix .....	11
3. Règlement de la Rémunération .....	11
<b>ARTICLE 6 – PENALITES .....</b>	<b>12</b>
<b>ARTICLE 7 – PROPRIETE DES ETUDES ET DES DOCUMENTS .....</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE 8 – RESPONSABILITE ET ASSURANCES .....</b>	<b>13</b>

**ARTICLE 9 – ACHEVEMENT DE LA MISSION ET QUITUS..... 14**

1. Sur le plan technique.....14

2. Sur le plan financier.....14

**ARTICLE 10 – RESILIATION DE LA CONVENTION ..... 14**

**ARTICLE 11 – LITIGES ..... 14**

**ARTICLE 12 – DECLARATION..... 14**

PROJET



## **ENTRE**

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis.

représentée par M. LEONETTI, son président en exercice, en vertu d'une délibération du conseil communautaire en date du 19 février 2018

et désignée dans ce qui suit par les mots « la CASA »

D'UNE PART

ET

La Société Publique Locale ANTIPOLIS AVENIR,

Forme de la société : SA au capital de 500 000 €,  
dont le siège social est à ANTIBES, Cours Masséna, - Immatriculée à l'INSEE :  
Numéro SIRET : 793 955 584 00016.  
Code la nomenclature d'activité française (NAF) : 6820B  
Numéro d'identification au registre du commerce : 2013B00736

représentée par Mme Roulet, sa Directrice Générale en vertu d'une délibération du conseil d'administration en date du 31 mai 2013 la nommant à cette fonction, et en vertu d'une délibération du conseil d'administration en date du (date du conseil à venir traitant de cette question).

et désignée dans ce qui suit par les mots "la SPL"

D'AUTRE PART

## PREAMBULE - CONTEXTE DE LA MISSION

Le secteur des Trois Moulins est un des espaces constitutifs de l'opération de renouvellement urbain et de développement dénommée « Sophia Antipolis 2030 » qui propose d'organiser des quartiers aux fonctions complémentaires dans un ensemble cohérent prenant en compte le potentiel naturel et paysager du site d'une part et les nouvelles formes de mobilité d'autre part.

Le principe d'aménagement établi sur la « Côte 121 », secteur stratégique prenant appui sur les fonciers publics mobilisables, reliant les secteurs des Trois Moulins, des Clausonnes, du Fugueiret et de Saint-Philippe, et constituant une véritable chaîne spatiale et programmatique cohérente où chaque lieu de vie doit être considéré comme le maillon d'une chaîne continue, venant affirmer son identité et sa spécificité au sein du territoire ;

Dans cet ensemble, le secteur des Trois Moulins à Antibes peut permettre l'émergence à terme d'un nouveau quartier urbain mixte, accueillant notamment du logement, des activités tertiaires et sportives.

Par délibération du Bureau communautaire en date du 20 juillet 2015, la CASA a ainsi défini les modalités de concertation dans le cadre de l'opération d'aménagement de l'espace à enjeux communautaires des Trois Moulins à Antibes.

Cette concertation a été engagée, avec notamment la tenue d'une réunion publique et la présentation du projet en cours d'élaboration, intégrant des logements, commerces, équipements publics et activités économiques, sans entériner cependant des objectifs ni aboutir la procédure.

Par délibération en date du 19 février 2018, la CASA a défini un nouveau cadre d'élaboration d'un projet, en tenant compte de l'évolution du contexte, en mettant un terme à cette première procédure par abrogation de la délibération du 20 juillet 2015, et en définissant des objectifs poursuivis avec un nouveau périmètre et des modalités de concertation.

L'élaboration de ce nouveau projet s'inscrit dans la définition d'un périmètre spécifique de zone d'activité économique (ZAE) sur une partie de ce secteur des Trois Moulins.

La définition de ce périmètre fait suite à la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) conférant une compétence obligatoire à la CASA dans ce domaine, et à la délibération du Conseil Communautaire du 24 octobre 2016 n° CC.2016.146 portant prise de cette compétence ZAE.

Ce périmètre a été défini par délibération du Bureau Communautaire en date du 18 décembre 2017. Il a fait ensuite l'objet d'une réduction, par délibération du Bureau Communautaire en date du 19 février 2018, dans une logique de meilleure optimisation et afin de ne pas compromettre la possibilité de développement à terme, de programmes mixtes, notamment des logements, dans le prolongement géographique de celui-ci.

Ce périmètre intègre dans un secteur déjà artificialisé un tissu d'activités économiques déjà constitué mais aussi, dans leur continuité, de nouveaux espaces de potentiel de



développement à restructurer et aménager, spécifiquement dédiées à l'accueil d'activités économiques et correspondant à des enjeux particuliers.

En effet, ces nouveaux espaces situés en entrée de la Technopole Sophia Antipolis, avec son puissant tissu d'activités économiques tertiaires, disposent d'un très fort potentiel de développement et doivent être valorisés au mieux à ce titre. Ils bénéficient notamment d'une situation exceptionnelle, avec visibilité majeure sur l'autoroute A8 et d'un accès direct à celle-ci qui lui confère une attractivité très forte pour les entreprises. Ils s'adossent aussi à une desserte par le projet structurant bus tram relié à l'ensemble du réseau de transport collectif de l'agglomération et au-delà.

Dans ce cadre et au vu de ces enjeux, il s'agit de poursuivre l'élaboration d'un projet en vue de la restructuration et de l'aménagement de ces espaces nouveaux de développement économique, sur cette partie de la ZAE des Trois Moulins en continuité du tissu d'activités économiques déjà constitué, selon le périmètre d'études établi en annexe de la présente délibération.

Au vu de ces enjeux, les objectifs poursuivis dans le cadre de l'élaboration de ce projet d'aménagement de la ZAE des Trois Moulins ont été définis comme suit :

- Poursuivre le renouvellement et le développement des activités économiques de l'agglomération notamment par la constitution d'une véritable vitrine pour la technopole Sophia Antipolis depuis l'autoroute et le nord d'Antibes, composée principalement d'activités économique tertiaire et de services, adossée au projet structurant de bus tram, avec la restructuration et l'aménagement des espaces correspondants ;
- Restructurer et requalifier l'entrée de la Technopole Sophia Antipolis sur l'autoroute A8 et améliorer l'accessibilité et les points d'accès du site ;
- Mettre en œuvre un projet d'aménagement garantissant de bonnes performances énergétiques et le respect des contraintes environnementales notamment en matière d'impact hydraulique (bassin de la Valmasque et de la Brague).

Par ailleurs, le code de l'urbanisme prévoyant dans son article L103-2 que les projets et opérations d'aménagement ou de construction ayant pour effet de modifier de façon substantielle le cadre de vie doivent faire l'objet d'une concertation associant, pendant toute la durée de l'élaboration du projet, les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées, la CASA a défini dans ce cadre les modalités de concertation suivantes :

- Parution d'un avis de publicité sur le lancement de la concertation dans un journal local et dans les supports municipaux d'information ;
- Mise à disposition pendant une durée d'un mois, sur la période du 1<sup>er</sup> mars 2018 au 31 mars 2018 inclus, d'un dossier comprenant les informations sur le projet ainsi que d'un registre de concertation permettant au public d'exprimer son avis. Ces documents seront consultables en mairie d'Antibes, dans les locaux de la Direction Urbanisme (bâtiment « Orange Bleu », 11 boulevard Chancel à Antibes) aux jours et

heures d'ouverture habituels, et également consultables à la Communauté d'agglomération de Sophia Antipolis, siège administratif des Genêts (449, route des crêtes – 06 901 Sophia Antipolis cedex) aux jours et heures d'ouverture habituels, ainsi que sur le site internet de la CASA ([www.casa-infos.fr](http://www.casa-infos.fr)) dans une rubrique dédiée ;

- Organisation d'une réunion publique qui sera annoncée par avis de presse dans au moins un journal local et sur le site internet de la CASA ([www.casa-infos.fr](http://www.casa-infos.fr)), informant le public du lieu, jour et heure de la tenue de cette réunion.
- Le dossier mis à disposition du public comprendra notamment :
  - La présente délibération ;
  - Un document de présentation générale du quartier ;
  - Un plan du périmètre d'études et un document exposant le projet en cours d'élaboration.
- Le public pourra faire aussi part de ses observations et propositions, pendant cette période de mise à disposition :
  - sur un registre ouvert à cet effet, en mairie d'Antibes, dans les locaux de la Direction Urbanisme (bâtiment « Orange Bleu », 11 boulevard Chancel à Antibes) aux jours et heures d'ouverture habituels, et à la Communauté d'agglomération de Sophia Antipolis, siège administratif des Genêts (449, route des crêtes – 06 901 Sophia Antipolis cedex) aux jours et heures d'ouverture habituels ;
  - par envoi de courriels à l'adresse suivante : [3moulins@agglo-casa.fr](mailto:3moulins@agglo-casa.fr).

Il est précisé que conformément aux dispositions de l'article L103-6 du code de l'urbanisme, à l'issue de la concertation, le bureau communautaire en actera le bilan intermédiaire. Par ailleurs, dès lors que le projet est soumis évaluation environnementale, il impliquera la conduite d'un processus spécifique à ce titre dans les conditions définies par les articles L122-1 et suivants du code de l'environnement.

Dans ce cadre, la CASA entend confier à la SPL une mission d'assistance en vue de l'appuyer dans l'élaboration du projet d'aménagement de la zone d'activité économique des Trois Moulins, à Antibes et dans la conduite des procédures, y compris de participation du public, tels qu'exposés ci-avant.

La présente convention constitue une convention de prestations intégrées. La CASA est actionnaire de la SPL Antipolis Avenir et exerce sur elle un contrôle analogue à celui qu'elle exerce sur ses propres services.

A ce titre, la conclusion de la présente convention n'est pas soumise aux obligations de publicité et de mise en concurrence préalables, conformément à l'article 17 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics. Elle est conclue de gré à gré entre la CASA et la SPL.

CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIIT :

## ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

### 1. MISSIONS CONFIEES A LA SPL :

La SPL exécutera les missions d'assistance suivantes jusqu'à la décision de la CASA arrêtant le dossier du projet d'aménagement :

- Assister la CASA dans l'élaboration du projet à soumettre à concertation du public, à partir des études préalables déjà réalisées sur le site, sur la base des objectifs nouveaux poursuivis et du périmètre d'études ainsi défini ;

L'élaboration de ce projet doit permettre dans un premier temps de finaliser avec un rapport de présentation du projet et de justification des choix, les propositions de principes d'aménagement et de restructuration de ces espaces, avec un projet de programme global prévisionnel de constructions et d'équipements publics, en intégrant également la relocalisation des équipements publics sportifs existants. La SPL aura pour tâche ensuite de formaliser le dossier correspondant ;

- Assister la CASA dans la conduite de la procédure de concertation du public au titre de l'article L103-2 du code de l'urbanisme, en préparant les supports d'information et de mise à disposition du public, en participant à la réunion publique prévue et en élaborant les supports spécifiques à ce titre, en procédant à l'analyse des observations et propositions du public, et en établissant une proposition de bilan intermédiaire de la concertation avec le rappel du déroulement de cette procédure, les observations et propositions du public recueillies et l'indication de la manière dont il pourrait être tenu compte de celles-ci ;
- Elaborer ensuite le projet de bilan financier prévisionnel ;
- Elaborer des solutions de montage pour la mise en œuvre du projet dans ses différents aspects, notamment les conditions générales de mise en œuvre avec un calendrier prévisionnel des procédures, la forme d'opération d'aménagement pouvant être retenue, le type d'actes et de conventions à mettre en place pour la réalisation des études et travaux relatifs aux aménagements et équipements, avec y compris la relocalisation des équipements publics sportifs existants, pour le financement des équipements publics, pour les conditions de disposition du foncier public et pour les conditions de cession de terrains à bâtir auprès des opérateurs avec les modalités de consultation y afférentes, l'adaptation des documents d'urbanisme pour les besoins du projet ;
- Elaborer, ensuite, les projets de documents et actes de procédure types correspondants, en fonction des scenarii d'études retenus par la CASA qui seront après soumis à celle-ci qui en validera le contenu et en précisera les suites à donner, à charge pour la SPL de les finaliser.
- Les missions seront précisées par avenant à la suite de la concertation publique

## ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DE LA CONVENTION

Les pièces constitutives de la convention sont les suivantes par ordre de priorité :

- Pièces particulières

Le présent contrat et ses annexes.

- Pièces générales

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini dans la présente convention.

Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI), approuvé par l'arrêté du 16 septembre 2009 portant approbation du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de Prestations Intellectuelles (CCAG-PI).

## ARTICLE 3 - ENTREE EN VIGUEUR – DUREE DU CONTRAT – DELAIS D'EXECUTION DES MISSIONS CONFIEES A LA SPL

La CASA notifiera à la SPL le contrat signé. Le Contrat prendra effet à compter de la réception de cette notification.

Le contrat expirera à l'achèvement de la mission de la SPL qui interviendra dans les conditions prévues à l'article 9 ci-dessous.

La SPL fera toute diligence pour achever les prestations selon les dates d'échéance du planning prévisionnel définies comme suit :

- Etablissement et formalisation du projet à soumettre à la concertation du public : avant le 28 février 2018 ;
- Déroulement de la procédure de concertation du public : du 1<sup>er</sup> mars 2018 au 31 mars 2018 inclus ;
- Elaboration du projet de bilan financier prévisionnel, des solutions de montage pour la mise en œuvre du projet, des projets de documents et actes de procédure types correspondants, en fonction des scénarii d'études retenus par la CASA : avant le 30 avril 2018 ;

## ARTICLE 4 - CONDITIONS D'EXECUTION DE LA MISSION

### 1. REMISE DES DOCUMENTS PAR LA CASA

Dès l'entrée en vigueur des présentes, la CASA remettra à la SPL l'ensemble des études réalisées antérieurement à son initiative et documents en sa possession nécessaires à un bon déroulement de la mission.

Elle s'engage à intervenir le cas échéant auprès des concessionnaires des services publics, des administrations et des particuliers afin de faciliter au mandataire de sa mission.



## 2. CONTROLE TECHNIQUE DE LA COLLECTIVITE

La CASA sera très régulièrement tenu informée par la SPL de l'avancement des missions qui lui sont confiées.

La SPL s'engage à participer à toutes les réunions demandées par la CASA ayant pour objet le projet d'aménagement objet de ce contrat.

## 3. FORME DES NOTIFICATIONS ET COMMUNICATIONS

Par dérogation à l'article 3 du CCAG :

Les notifications et communications entre la SPL et la CASA peuvent, notamment en cas d'urgence, être valablement transmises par télécopieur ou par courriels.

Pourront être transmis ainsi lettres, ordres de service, notes d'observations et les mentions des visas des documents. La date automatiquement imprimée sur l'accusé de réception étant alors retenue comme date de notification ou de remise de la communication.

L'usage de courriels pour de telles communications étant réservé aux jours ni chômés ni fériés ni samedi ni dimanche et uniquement aux heures réputées travaillées. Dans le cas des ordres de service, la date faisant foi sera celle de la réception du courrier par la poste.

Le Directeur Général Adjoint D.E.A.D. de la CASA sera le responsable du projet pour la CASA et sera accompagné par l'ensemble des personnes nécessaires, et en particulier des agents de la Direction Aménagement de la CASA au premier rang desquels son directeur. Un comité technique, qui se réunira autant que de besoin à son initiative et dont il fixera la composition pour les services de la CASA sera constitué sous son autorité.

La personne représentant la CASA et le comité technique seront chargés des missions suivantes :

- suivre le planning de réalisation des missions par la SPL et veiller au respect de celui-ci ;
- suivre l'avancement des missions confiées à la SPL et en valider les orientations techniques et financières ;
- examiner les rapports intermédiaires des études à chaque phase de celles-ci et éventuellement juger de l'opportunité de l'arrêt de la mission ;
- fournir à la SPL toute la documentation nécessaire au bon accomplissement de sa mission ;
- contrôler le prix de revient des missions réalisées par la SPL.

La SPL préparera les réunions du comité technique en lien avec le représentant de la CASA ou son représentant, en assurera le secrétariat et apportera son assistance aux décisions et sera force de proposition pour tous les sujets abordés.

## ARTICLE 5 – REMUNERATION DE LA SPL

### 1. REMUNERATION DE LA SPL

Cette rémunération recouvre les missions exécutées par la SPL, au titre des missions visées à l'article 1.

Cette rémunération recouvre y compris l'ensemble des frais exposés par la SPL (hors coût des études directement pris en charge par la CASA). Elle est établie pour chacune des prestations sollicitées au titre de la présente convention, sur la base d'un prix unitaire, en fonction du temps passé, sur la base d'un montant de 900 € HT/ jour (TVA de 20% en sus).

Le montant de la rémunération fixé ci-dessous est établi sur la base des conditions économiques en vigueur au mois de février 2018 (M0).

## 2. FORME DU PRIX

Le prix est révisable suivant les modalités fixées ci-après.

- Mois d'établissement du prix de la convention

Le prix de la présente convention est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois m0, soit le mois de février 2018.

- Choix de l'index de référence

L'index de référence I choisi en fonction de sa structure pour représenter l'évolution du prix des prestations faisant l'objet de la présente convention est l'index ingénierie base 2010 publié au Moniteur des Travaux Publics.

- Modalités de révision des prix

La révision prévue ci-dessus est effectuée par application au prix de la convention d'un coefficient ( P ) de révision donné par la formule :

$$P = P_0 (0,15 + 085 I_m/I_0)$$

dans laquelle :

- $I_0$  est l'index ingénierie du mois  $m_0$  (mois d'établissement du prix),
- $I_m$  est l'index ingénierie du mois m : ce mois m est le mois d'exécution des prestations

En cas de passation d'un avenant ; les prix établis par l'avenant sont établis aux conditions économiques en vigueur au mois d'établissement de l'avenant. La clause de révision ci-dessus s'appliquera avec un mois M0 correspondant au mois de signature de l'avenant par la SPL.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il ne sera procédé à aucune révision avant la révision définitive laquelle interviendra sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant.

## 3. REGLEMENT DE LA REMUNERATION

### MODALITES DE REGLEMENT DE LA REMUNERATION

Les modalités de règlement retenues sont les suivantes :

La rémunération est due en fonction du temps réellement passé, justifié par un décompte en nombre de jours par prestations réalisées, produit par la SPL avant chaque demande de règlement.

A l'expiration de la mission de la SPL, il sera établi un décompte général récapitulant le montant total des honoraires perçus par la SPL au titre de l'exécution du contrat et fixant le solde restant dû le cas échéant.

DELAI DE REGLEMENT, INTERET MORATOIRES ET MODE DE REGLEMENT

Le délai maximum de paiement de la rémunération du mandataire est de 30 jours à réception de la facture. Les prestations, objet de la présente convention, seront rémunérées dans les conditions fixées par les règles de la comptabilité publique.

La SPL transmet ses demandes de paiement par tout moyen permettant de donner date certaine.

La CASA se libèrera des sommes dues au titre du présent contrat par virement établi à l'ordre du titulaire.

Le défaut de paiement de la rémunération dans le délai fixé par le contrat donne droit à des intérêts moratoires calculés depuis l'expiration dudit délai jusqu'au jour du paiement inclus.

Le taux des intérêts moratoires applicables en cas de dépassement du délai maximum de paiement est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

La formule de calcul des intérêts moratoires est la suivante :

$$IM = M \times J / 365 \times \text{Taux IM}$$

M = montant de l'acompte en TTC

J = nombre de jours calendaires de retard entre la date limite de paiement et la date réelle de paiement.

365 = nombre de jours calendaires de l'année civile

En cas de retard de paiement, la CASA sera de plein droit débiteur auprès du titulaire du marché de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, conformément aux dispositions de la loi n°2013/100 du 28 janvier 2013.

## ARTICLE 6 – PENALITES

La SPL sera responsable de sa mission dans les conditions précisées à l'article 4.2 ci-dessus.

En cas de manquement de la SPL à ses obligations, la CASA se réserve le droit de lui appliquer des pénalités sur sa rémunération telles que fixées pour les cas visés ci-dessous ou à déterminer par les parties en fonction de l'importance des fautes commises et du préjudice

subi. Dans ce dernier cas, à défaut d'accord entre les parties, les pénalités seront fixées par le juge.

Au cas où le cumul de ces pénalités excéderait 10% du montant de la rémunération hors TVA, la convention pourra être résiliée aux torts exclusifs de la SPL sans préjudice d'une action en responsabilité de la CASA envers la SPL.

Ces pénalités forfaitaires et non révisables seront applicables selon les modalités suivantes :

1°) En cas de retard dans la remise des documents visés à l'article 3 par rapport aux délais fixés à ce même article : 30 € par jour de retard ;

2°) En cas de retard dans la remise de l'état récapitulatif des dépenses de l'opération prévu à l'article 9 : 30 € par jour de retard ;

## ARTICLE 7 – PROPRIETE DES ETUDES ET DES DOCUMENTS

L'option retenue concernant l'utilisation des résultats et précisant les droits respectifs de la personne publique et du titulaire est l'option A telle que définie au C.C.A.G.-Prestations Intellectuelles.

Si les prestations ou les résultats de la convention constituent des œuvres originales, son titulaire concède à la CASA les droits d'utilisation, de reproduction, de représentation et d'adaptation desdites œuvres pour la durée des opérations, de la construction et de l'utilisation de l'ouvrage ou des ouvrages objet de la présente convention et ce, à compter de la notification de la convention. Cette concession vaut sur le territoire du maître de l'ouvrage pour assurer les objectifs de la convention, notamment de son programme fonctionnel.

En tout état de cause, le titulaire s'engage à mettre à disposition de la CASA, sans restriction, l'ensemble des documents et études conçus dans le cadre de la présente mission afin qu'elle puisse les communiquer à tout candidat à la mise en œuvre des opérations concernées. Il s'engage à prévoir les mêmes stipulations, au bénéfice de la CASA, dans les conventions d'études à passer avec les tiers.

## ARTICLE 8 – RESPONSABILITE ET ASSURANCES

La SPL déclare être titulaire d'une police d'assurance Responsabilité Civile Professionnelle garantissant notamment sa responsabilité particulière au titre des interventions qui lui sont confiées.

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification de la convention et avant tout commencement d'exécution, la SPL devra justifier qu'elle est couverte par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil.

Elle devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de l'opération.

La SPL devra remettre une attestation d'assurance à jour à chaque changement de police.



## ARTICLE 9 – ACHEVEMENT DE LA MISSION ET QUITUS

### 1. SUR LE PLAN TECHNIQUE

La SPL assurera sa mission jusqu'à l'approbation par la CASA de la dernière des missions qui lui ont été confiées. Après remise finale des prestations de la SPL, la CASA notifiera son approbation de la mission de la SPL dans un délai de 3 mois à compter de la réception de ces documents. A défaut de réponse dans ce délai, l'approbation de la CASA est réputée acquise.

### 2. SUR LE PLAN FINANCIER

La SPL présentera le projet de décompte final de ses honoraires à la CASA.

Celle-ci disposera d'un délai de 45 jours pour notifier à la SPL son acceptation du décompte qui deviendra alors le décompte général et définitif.

A défaut de notification ou de contestation dans ce délai, le projet de décompte final deviendra définitif.

## ARTICLE 10 – RESILIATION DE LA CONVENTION

Les conditions de résiliation applicables à la présente convention seront celles des articles 29 à 35 inclus du C.C.A.G.-Prestations Intellectuelles.

## ARTICLE 11 – LITIGES

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le Tribunal Administratif de NICE. Avant qu'un litige ne soit porté devant le Tribunal Administratif, les parties s'engagent à trouver une solution amiable susceptible de les concilier.

## ARTICLE 12 – DECLARATION

A la signature du contrat, la SPL a produit les pièces mentionnées aux articles D 8222- 5 ou D 8222-7 et 8 et D 8254-2 à 5 du code du travail.

La SPL s'engage également à produire les pièces mentionnées aux articles D 8222-5 ou D 8222-7 et 8 et D 8254-2 à 5 du Code du travail tous les 6 mois pendant l'exécution du contrat.

La SPL est informée de ce que la non production de ces pièces emportera la résiliation du contrat.

Fait à Antibes en double exemplaire, le

Pour la Communauté d'Agglomération  
Sophia Antipolis,

Pour la Société Publique Locale  
Antipolis Avenir

Le Président

La Directrice Générale

Jean Leonetti

Marie-Claude Roulet

PROJET

**AR réceptionné - Imprimer**

Date de l'acte : 19/02/2018  
Numéro : CC\_2018\_006  
Nature : DE - Deliberations  
Objet : Opération d'aménagement de la ZAE des Trois Moulins à Antibes - Contrat de prestations Intégrées (CPI) avec la SPL Antipolis Avenir en vue de l'élaboration du projet d'aménagement de la ZAE des Trois Moulins à Antibes  
Matière : 8.4 - Aménagement du territoire  
**Interlocuteur**  
Nom : LE GRATIET Véronique

**Suivi des transactions****Accusé d'envoi**

Identifiant : 71eZjoX

**Accusé de réception préfecture**

Date de réception : 28/02/2018  
Identifiant : 006-240600585-20180219-CC\_2018\_006-DE

**Acte reçu**

Date : 19/02/2018  
Numéro interne : CC\_2018\_006  
Code nature : 1  
Code matière 1 : 8  
Code matière 2 : 4  
Objet : Opération d'aménagement de la ZAE des Trois Moulins à Antibes - Contrat de prestations Intégrées (CPI) avec la SPL Antipolis Avenir en vue de l'élaboration du projet d'aménagement de la ZAE des Trois Moulins à Antibes  
Classification utilisée : 19/04/2017  
Document : 99\_DE-006-240600585-20180219-CC\_2018\_006-DE-1-1\_1.PDF

**Annexes**

Nombre : 1  
99\_AU-006-240600585-20180219-CC\_2018\_006-DE-1-1\_2.PDF

N